

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, le député conviendra, je pense, que cette affaire regarde les pompiers et le Président du Conseil du Trésor qui voudra peut-être y répondre.

LE RISQUE DE GRÈVE

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, j'ai une question supplémenaire à poser au ministre des Transports de qui relève de l'exploitation des aéroports. Selon les médias, il serait question de recourir aux services des chefs de pompiers de tout le pays pour assurer la sécurité des aéroports en cas de grève. Le ministre peut-il nous dire comment il enverra les chefs de pompiers dans des aéroports comme celui d'Ottawa ou de Thunder Bay si les employés sont en grève? Va-t-il les envoyer là-bas par avion si aucun dispositif de protection contre l'incendie n'est en place à l'aéroport?

L'hon. Don Mazankowski (ministre des Transports): Monsieur le Président, en cas de grève, Transport Canada devra évidemment établir des plans d'urgence. Je peux assurer au député que nous le ferons dans les règles.

* * *

LA LOI SUR L'INTÉRÊT

LE BUT DES MODIFICATIONS ENVISAGÉES

M. Benno Friesen (Surrey-White Rock-Delta-Nord): Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre d'État chargée des Finances. Il y a quelques mois, le ministre responsable de la SCHL a annoncé que la Loi sur l'intérêt serait modifiée. La ministre d'État peut-elle nous dire ce qu'entend faire le gouvernement, surtout en ce qui concerne les intérêts des consommateurs?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, il importe de signaler que le gouvernement a déjà fait beaucoup pour les propriétaires de maison. En effet, les taux hypothécaires ont baissé de 2.75 pour cent depuis que nous sommes au pouvoir.

Mme Copps: Répondez à la question.

Mme McDougall: Le gouvernement entend favoriser encore plus le secteur de l'habitation et réduire davantage les taux d'intérêt, ce dont les consommateurs profiteront.

M. Turner (Vancouver Quadra): Quelle note êtes-vous en train de lire?

Mme McDougall: A propos de la Loi sur les intérêts, j'ai consulté l'industrie du bâtiment, mes collègues du cabinet et mes homologues provinciaux. Nous prendrons d'autres mesures dans ce secteur, notamment celle de modifier la loi en question.

Questions orales

LES FINANCES

LES CONTRIBUABLES DE LA CLASSE MOYENNE

Mlle Aideen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, ma question est destinée à la ministre d'État aux Finances. La charge fiscale que le récent budget du gouvernement impose à la classe moyenne révolte à ce point plus de 40,000 contribuables qu'ils se sont donné la peine d'écrire à un journal de Toronto pour protester. La ministre voudrait-elle dire à la Chambre pourquoi ni le ministre des Finances ni aucun autre ministre de la Couronne n'a consenti à rencontrer les représentants de ce groupe aujourd'hui?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Permettez-moi de faire remarquer tout d'abord, monsieur le Président, que le ministre des Finances représente le pays avec beaucoup de distinction aux réunions de l'OCDE, à Paris.

M. Turner (Vancouver Quadra): Et vous?

Mme McDougall: Je fais également observer que l'énorme charge qui pèse sur le contribuable, c'est la dette moyenne de \$38,000 par famille accumulée par le parti que la députée représente. Je signale enfin que, lorsque le chef de son parti était ministre des Finances, on pouvait acheter une maison pour la moitié de ce montant.

ON DEMANDE AU MINISTRE DE RENCONTRER LES REPRÉSENTANTS

Mlle Aideen Nicholson (Trinity): Monsieur le Président, le gouvernement fonde son programme de réduction du déficit sur les impôts de ces personnes avec qui la ministre refuse de s'entretenir. Il doit valoir la peine de les recevoir et d'entendre leurs vues sur des solutions de rechange?

L'hon. Barbara McDougall (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, le dernier budget de mon collègue le ministre des Finances a réduit les dépenses de \$3 pour chaque dollar d'augmentation des impôts.

M. Turner (Vancouver Quadra): Pourquoi ne recevez-vous pas ces personnes?

Mme McDougall: Dans l'intérêt du pays, nous devons nous débarrasser de ce déficit que le parti de la députée a accumulé.

* * *

EXPO 86

LES CRÉDITS FÉDÉRAUX DÉPENSÉS

M. Ray Skelly (Comox—Powell River): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion économique régionale. Peut-il nous expliquer pourquoi les crédits fédéraux destinés à Expo 86 ont été dépensés en totalité à Vancouver? Peut-il nous dire pourquoi le gouvernement fédéral a négligé d'accorder de l'aide à d'autres régions de la Colombie-Britannique de façon à ce que d'autres habitants de la province et leurs localités puissent bénéficier eux aussi des retombées de cette exposition universelle?